

Rétrocontroverse : 1995, le plan Juppé fait éclater la gauche

La salle de spectacles du comité d'entreprise de la gare de Lyon, à Paris, est pleine à craquer de cheminots en grève, ce 12 décembre 1995.

LE MONDE | 10.08.2007 à 14h57 • Mis à jour le 10.08.2007 à 14h57 | Par Jean-Michel Bezat

La salle de spectacles du comité d'entreprise de la gare de Lyon, à Paris, est pleine à craquer de cheminots en grève, ce 12 décembre 1995. En grève contre le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale annoncé par le premier ministre, le 15 novembre, à l'Assemblée nationale. Contre la disparition des services publics et l'Europe libérale. Contre la mondialisation qui menace. Contre des élites et une technocratie incarnées jusqu'à la caricature par un Alain Juppé *"droit dans ses bottes"*...

A la tribune, le philosophe Pierre Bourdieu se lance : *"Je suis ici pour dire notre soutien à tous ceux qui luttent depuis trois semaines contre la destruction d'une "civilisation" associée à l'existence du service public, celle de l'égalité républicaine des droits, droits à l'éducation, à la santé, à la culture, à la recherche, à l'art, et, par-dessus tout, au travail."* *"Notre soutien"*, celui des intellectuels. Avec ses mots parfois hésitants, le professeur au Collège de France, auteur d'une magistrale enquête sur la souffrance sociale (*La Misère du monde*, Seuil, 1993), renoue avec la figure française du clerc qui ne trahit pas le peuple.

C'est celle de Jean-Paul Sartre haranguant les ouvriers, vingt-cinq ans plus tôt, à la porte des usines de Renault-Billancourt et prônant *"la liaison du peuple et des intellectuels"* contre le capitalisme. A la fin des années 1970, les très médiatiques "nouveaux philosophes", partis en croisade contre leur propre culture marxiste d'origine, avaient éloigné les intellectuels engagés du peuple. Pierre Bourdieu tente de retisser des liens entre ces deux mondes.

L'intervention du philosophe, figure de proue de l'Appel des intellectuels en soutien des grévistes, répond à l'Appel pour une réforme de fond de la Sécurité sociale. Publiée le 24 novembre à l'initiative de la revue *Esprit*, cette pétition réunit des experts, des intellectuels et des personnalités de sensibilité sociale-démocrate : l'universitaire Pierre Rosanvallon, l'économiste Jean-Paul Fitoussi, l'historien journaliste Jacques Julliard... Ce n'est pas un blanc-seing à l'ensemble du plan Juppé. Mais au nom du vieux compagnonnage d'*Esprit* avec la CFDT, c'est d'abord un soutien à la ligne réformiste de sa secrétaire générale. Nicole Notat a approuvé le plan et les signataires ne veulent pas la laisser aller seule *"au casse-pipe"*.

Ainsi s'affirme le clivage entre une gauche d'accompagnement des réformes et une gauche antilibérale (trotskistes, altermondialistes, écologistes), qui sera rejointe par le PCF après l'échec de Lionel Jospin à la présidentielle de 2002. En cette fin d'automne 1995, la "guerre des deux gauches" se joue dans les colonnes du *Monde*, de *Libération*, de *L'Express* et du *Nouvel Observateur*. Elle structurera le paysage politique jusqu'au "non" au projet de traité constitutionnel européen de mai 2005, avant sa relative déconfiture à l'élection présidentielle de 2007.

La première reste attachée au compromis. Surtout sur une réforme de la "Sécu" largement inspirée des idées du PS et de la CFDT. A l'*"antigestion"* de la gauche radicale, elle oppose la nécessité de *"contre-projets"*, à l'*"utopie"* une *"culture de propositions"*. *"L'un des problèmes fondamentaux de notre société est que, si elle a appris l'alternance, elle n'a pas su développer une vision constructive de l'opposition, analyse Rosanvallon dans L'Express. Il est important de ne pas raisonner seulement en termes de rapports de forces."* Proche du dirigeant trotskiste Alain Krivine (LCR), le philosophe Daniel Bensaïd lui répond en écho que *"la lutte des classes continue"* (*Le Monde* du 30 décembre).

En ces temps d'effondrement du communisme, on porte le fer contre les thuriféraires de la *"pensée unique"* et du *"cercle de la raison"*, qui assurent qu'il n'est pas de salut économique hors la rigueur budgétaire, le moins-disant salarial et fiscal, l'ouverture du secteur public à la concurrence. Non, tranche Bourdieu, il n'y a pas de fatalité à la victoire du libéralisme. Pas plus qu'à cette *"fin de l'Histoire"* théorisée en 1989 par Francis Fukuyama. Le politologue américain jugeait alors qu'on avait atteint *"le point final de l'évolution idéologique de l'humanité et l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme finale de gouvernement humain"*.

En 1995, la classe dominante ne s'incarne plus seulement dans le "grand patronat". Le mouvement social a porté la crise de la représentation politique à son point d'ébullition. Des "républicains", comme Jean-Pierre Chevènement et Max Gallo, estiment, dans *Le Monde*, que son *"enjeu"* n'est

rien de moins que *"le sens retrouvé de la politique"*. Ce sont les élites administratives qui sont accusées d'autisme face à l'angoisse sociale.

Et ce conflit, assure Bourdieu, c'est la *"démocratie"* s'opposant à la *"technocratie"*, le *"peuple"* se levant contre une *"noblesse d'Etat"*. Ah, le peuple ! La *"deuxième gauche"* croit plus aux experts qu'à la gestion populaire défendue par une partie des intellectuels partisans du mouvement social. Elle fleure trop le populisme. *"Poussée à l'extrême, la pensée critique s'est parfois confondue avec le poujadisme, comme si, pour atteindre le sens le plus élevé de la lutte, il était nécessaire de flatter un certain populisme"*, analysent Pascal Perrineau (Cevipof) et Michel Wieviorka (EHESS) dans *Le Monde* du 20 décembre. Les grévistes du secteur public, et ceux qui feraient grève par procuration à travers eux, seraient sans projet et sans vision d'avenir.

Bourdieu s'insurge : *"Cette opposition entre la vision à long terme de l'élite éclairée et les pulsions à courte vue du peuple est typique de la pensée réactionnaire."* Mais pour conjurer le danger bien réel du populisme, nuance-t-il, le peuple doit se réapproprier un savoir et une expertise confisqués par la technocratie. Avec l'aide des intellectuels, des savants, des artistes. L'anthropologue Emmanuel Terray s'enthousiasme pour *"une situation où les intellectuels peuvent se retrouver aux côtés des travailleurs"*. L'avenir, assure-t-il, est plus prometteur qu'en 1968. Douze ans après, la greffe n'a pas pris. L'intellectuel s'est retiré sur son Aventin et la gauche de la gauche s'est diluée dans les guerres d'appareils. Le peuple est bien seul face à la mondialisation.